

Conférence du désarmement

Français

Compte rendu définitif de la mille quatre cent trente et unième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 5 septembre 2017, à 15 h 10

Président: M. Julio Herráiz España(Espagne)

Le Président (*parle en espagnol*) : Je déclare ouverte la 1431^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Pour en venir directement à la liste des orateurs dont je suis saisi cet après-midi, je donne tout d'abord la parole à la délégation ukrainienne. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

M. Klymenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la délégation ukrainienne s'associe à la déclaration faite précédemment par la délégation de l'Union européenne. Dans le même temps, je voudrais formuler quelques observations à titre national.

Tout d'abord, l'Ukraine condamne fermement la conduite d'un nouvel essai nucléaire par la République populaire démocratique de Corée, qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales et une violation flagrante du régime de non-prolifération, notamment des normes universelles interdisant les essais nucléaires. Conjointement avec le programme de missiles balistiques agressif de Pyongyang, cela constitue désormais une menace réelle non seulement pour les pays voisins mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale.

En tant que pays qui a volontairement renoncé au troisième plus grand arsenal nucléaire ainsi qu'à ses vecteurs stratégiques, l'Ukraine considère les récentes actions de Pyongyang comme une provocation consciente, imprudente et dangereuse. Il est tout à fait déplorable que les dirigeants nord-coréens aient une fois de plus défié sans ménagement et avec cynisme de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

L'Ukraine demande à Pyongyang de s'abstenir de toute démonstration de force, de cesser tous les essais nucléaires sans délai et de reprendre un dialogue constructif sans conditions préalables afin d'assurer une renonciation complète, irréversible et vérifiable à ses programmes nucléaires et de missiles. L'Ukraine est prête à se joindre aux autres membres de la communauté internationale pour prendre des mesures plus fermes et plus décisives afin de réduire les futures menaces nucléaires et balistiques.

Afin de renforcer le régime de non-prolifération nucléaire, l'Ukraine a demandé hier au Conseil de sécurité d'entreprendre une enquête approfondie sur le développement des programmes nucléaires et de missiles de la Corée du Nord en vue d'exposer toute aide étrangère éventuelle apportée à Pyongyang dans ce domaine.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur d'Ukraine de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à la délégation canadienne. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

M. Davison (Canada) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, en ce qui concerne le récent essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée, je voudrais citer une déclaration faite hier par notre Premier ministre, M. Trudeau :

Le Canada condamne sans équivoque l'essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord le 3 septembre. Cet essai, jumelé au programme agressif d'essai de missiles balistiques par ce pays, représente une menace réelle et concrète à la sûreté et à la sécurité des pays voisins et de la communauté internationale. Ce dernier essai, dont la magnitude semble nettement supérieure à celle des cinq explosions nucléaires précédentes, contrevient directement à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il montre une fois de plus le mépris flagrant de la Corée du Nord à l'égard du droit international.

Ces nouvelles provocations par les dirigeants de la Corée du Nord, en plus de leur volonté profondément dangereuse de concevoir des armes nucléaires et de faire l'essai de missiles balistiques près des pays avoisinants, ne font qu'isoler davantage ces dirigeants.

(*L'orateur poursuit en français*)

Le Canada continue d'insister fermement pour que la Corée du Nord abandonne sa ligne de conduite actuelle, dont sa rhétorique agressive. Nous demandons à ce qu'elle reprenne un dialogue constructif permettant d'aboutir à une solution complète et vérifiable. Nous exhortons le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre d'autres mesures décisives afin de freiner efficacement les efforts de prolifération de la Corée du Nord. Nous demandons

également à tous les pays de mettre pleinement en œuvre les sanctions pertinentes mises en place par les Nations Unies. Nous continuerons de travailler avec nos principaux partenaires régionaux dont les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté internationale, en vue de contrer la menace nord-coréenne.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation canadienne de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Pakistan.

M. Jadoon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, j'ai demandé la parole pour donner lecture de la déclaration publiée par le Ministère des affaires étrangères du Pakistan le 3 septembre 2017 :

Le Pakistan condamne l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée aurait procédé. Le Pakistan a toujours soutenu que la République populaire démocratique de Corée devait se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et s'abstenir de toute provocation. Le Pakistan exhorte toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à revenir sur la voie d'un règlement pacifique et négocié de la question.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation pakistanaise de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Chili.

M. Lagos (Chili) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, le Chili partage les préoccupations exprimées par de nombreux autres pays au sujet du récent essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée. À cet égard, je voudrais partager le communiqué publié par le Gouvernement chilien il y a deux jours.

Le Gouvernement chilien condamne avec la plus grande fermeté le récent essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée, qui constitue une grave provocation et une menace pour la paix et la sécurité internationales de la péninsule coréenne et du système international.

Cet essai nucléaire contrevient aux règles du droit international et aux récentes résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 2321 (2016) et 2270 (2016), ainsi qu'aux résolutions antérieures, qui demandent à la République populaire démocratique de Corée de ne plus procéder à des explosions nucléaires et de cesser toutes activités connexes, qui sont contraires aux mandats des Nations Unies et au système international de non-prolifération.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée doit s'abstenir de procéder à de nouvelles explosions nucléaires, respecter les règles du système international et prendre des mesures en vue de la conclusion des accords nécessaires qui permettront au pays de retrouver son statut d'État non doté d'armes nucléaires en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ouvrant ses installations nucléaires aux inspections menées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre de l'application des garanties.

Ceci conclut la déclaration officielle du Gouvernement chilien. Je vais maintenant ajouter quelques remarques au nom de ma délégation.

Nous avons écouté attentivement la déclaration que l'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée a faite à la session de ce matin. À cet égard, nous regrettons le ton provocateur de sa déclaration, nous soulignons que la possession d'armes nucléaires ne doit être une source de fierté pour aucun pays et nous réaffirmons notre solidarité avec la République de Corée et le Japon face à cette menace.

Nous continuerons d'insister sur la nécessité de persévérer dans nos efforts pour trouver une solution diplomatique à cette crise.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation chilienne de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à la délégation australienne.

M^{me} Wood (Australie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, l'affirmation de la Corée du Nord selon laquelle elle aurait testé avec succès un dispositif nucléaire le dimanche 3 septembre est une grave escalade de la part de Pyongyang. L'Australie condamne fermement ce mépris flagrant des résolutions du Conseil de sécurité.

La réunion du Conseil de sécurité du 4 septembre a démontré que la Corée du Nord est complètement isolée. L'ensemble de la communauté internationale condamne son comportement, le considérant comme une menace tout à fait inacceptable pour la paix et la sécurité mondiales. L'Australie exhorte le Conseil de sécurité à envisager de nouvelles mesures énergiques pour faire pression sur la Corée du Nord afin qu'elle change de cap. Tous les pays doivent appliquer intégralement les résolutions existantes du Conseil de sécurité, y compris la dernière résolution 2371 (2017) du Conseil de sécurité, qui limite encore l'accès du régime nord-coréen au financement par les exportations. Nous continuerons d'œuvrer avec nos partenaires pour maintenir la paix et la stabilité mondiales.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation australienne de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à la délégation israélienne.

M^{me} Yaron (Israël) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, Israël voudrait joindre sa voix à celle des autres pays qui condamnent l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée. À cet égard, nous aimerions vous faire lecture du communiqué du porte-parole du Ministère des affaires étrangères :

L'État d'Israël condamne le récent essai nucléaire effectué par la Corée du Nord. Cet essai s'inscrit dans la continuité des provocations de la Corée du Nord. La Corée du Nord doit se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur cette question et s'abstenir de tester et de mettre au point des armes de destruction massive et leurs vecteurs. Seule une réponse internationale déterminée empêchera d'autres États de se comporter de la même manière.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation israélienne de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadrice de Bulgarie.

M^{me} Davidova (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la Bulgarie s'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et, à titre national, je voudrais formuler les observations suivantes, qui se fondent sur la déclaration publiée par le Ministère bulgare des affaires étrangères le 3 septembre dernier.

La Bulgarie condamne fermement le sixième essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 3 septembre 2017. Cet essai nucléaire et les récents tirs de missiles balistiques constituent une violation flagrante de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. Il s'agit là d'actes provocateurs et dangereux qui aggravent encore les tensions dans la région et posent une menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous exhortons la République populaire démocratique de Corée à abandonner son programme nucléaire et balistique de manière complète, vérifiable et irréversible, à respecter pleinement ses obligations internationales et à s'engager sans délai dans un véritable dialogue constructif avec la communauté internationale afin de trouver une solution pacifique à la situation.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation bulgare de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Suède.

M. Nord (Suède) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation s'associe pleinement à la déclaration faite précédemment par l'Union européenne et, en outre, je voudrais formuler quelques observations à titre national.

Je souhaiterais souligner la déclaration faite par la ministre suédoise des affaires étrangères, M^{me} Wallström, le dimanche 3 septembre, dans laquelle elle a condamné l'essai d'armes nucléaires effectué par la République populaire démocratique de Corée, qui constitue une violation grave de ses obligations internationales, des résolutions juridiquement contraignantes du Conseil de sécurité et des principes du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Les agissements de la République populaire démocratique de Corée constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales. La Suède demande à la République populaire démocratique de Corée de cesser immédiatement ses actes de provocation, de s'acquitter de ses obligations internationales et de procéder au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes d'armes nucléaires et de missiles. Il est aujourd'hui plus important que jamais de prendre des mesures pour apaiser les tensions et

atténuer les risques de malentendus et d'erreurs. Nous partageons les graves préoccupations des pays de la région et d'ailleurs.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation suédoise de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur des Pays-Bas.

M. Gabriëlse (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, les Pays-Bas voudraient faire quelques remarques sur la République populaire démocratique de Corée à titre national, en complément de la déclaration de l'Union européenne.

Les Pays-Bas condamnent fermement le sixième essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé dimanche dernier. Il s'agit là d'une provocation irresponsable en ces temps de tensions internationales croissantes. Les essais nucléaires sont totalement inacceptables. La poursuite des tirs de missiles et les essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée déstabilisent gravement la région et constituent une menace pour la paix et la sécurité mondiales. Ils doivent cesser immédiatement.

Les Pays-Bas se félicitent de la condamnation unanime, par les membres du Conseil de sécurité, de l'essai nucléaire de dimanche. L'application effective des sanctions que le Conseil de sécurité a imposées à la Corée du Nord est essentielle. Dans cette optique, la communauté internationale a l'obligation de mettre pleinement en œuvre ce régime de sanctions, lesquelles ne seront efficaces que grâce aux efforts persistants et conjoints de tous les pays. À cet effet, les Pays-Bas continuent de travailler avec les Nations Unies et l'Union européenne, et par leur intermédiaire, pour faire en sorte que la communauté internationale agisse de manière unie et efficace.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation néerlandaise de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadrice de Malaisie.

M^{me} Ahmad Termizi (Malaisie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation voudrait donner lecture de la déclaration à la presse publiée par notre Ministère des affaires étrangères au sujet du dernier essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée :

La Malaisie condamne fermement l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 3 septembre 2017. Ce dernier essai, le sixième depuis son premier essai nucléaire effectué en 2006, constitue une nouvelle violation flagrante des multiples résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette provocation pose une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. La Malaisie regrette profondément ce dernier incident, qui ne fera qu'exacerber la situation déjà tendue dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de la région.

La Malaisie demande instamment à la République populaire démocratique de Corée de cesser de procéder à de nouveaux essais et de mettre fin à son programme de missiles nucléaires et balistiques. La Malaisie exhorte aussi vivement la République populaire démocratique de Corée à s'acquitter pleinement de ses obligations internationales afin de maintenir la paix et la sécurité régionales et internationales.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation malaisienne de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Mexique.

M. Heredia Acosta (Mexique) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je voudrais partager avec la salle le texte du communiqué de presse publié par le Gouvernement mexicain le dimanche 3 septembre.

Le Gouvernement mexicain déplore et condamne avec la plus grande fermeté l'essai nucléaire auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée. Cet essai, le sixième effectué par la République populaire démocratique de Corée, est un acte irresponsable et hostile qui va à l'encontre des appels lancés par la communauté internationale l'engageant à cesser son programme nucléaire militaire et le développement de missiles balistiques. Les essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée sont inacceptables et constituent une

menace pour la paix et la sécurité internationales. Ils constituent une violation flagrante du droit international et des multiples résolutions contraignantes du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils entravent les efforts multilatéraux visant à instaurer un climat de stabilité et de coopération dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est.

Le Mexique répète que la République populaire démocratique de Corée a l'obligation de se conformer aux résolutions que le Conseil de sécurité de l'ONU a adoptées à ce sujet depuis 2006, qui exigent l'arrêt de son programme nucléaire militaire, des tirs de missiles balistiques et de ses autres actes de provocation.

Le Mexique réaffirme sa solidarité avec la République de Corée et le Japon face à ces actes répréhensibles. Il appelle les membres du Conseil de sécurité à condamner cet essai nucléaire et à adopter les mesures nécessaires pour que la République populaire démocratique de Corée mette un terme à ce type d'activité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur du Mexique de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Brésil.

M. De Aguiar Patriota (Brésil) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais donner lecture de la note n° 297 du 3 septembre 2017 publiée par le Ministère brésilien des affaires étrangères :

Le Gouvernement brésilien condamne avec véhémence l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le dimanche 3 septembre. L'exercice militaire qui impliquerait l'explosion d'une bombe à hydrogène constitue un acte inacceptable de déstabilisation de la sécurité dans la région.

Le Gouvernement brésilien réitère son appui aux résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU et prie instamment le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée de s'y conformer pleinement.

Le Brésil a été l'un des principaux pays à participer aux négociations qui ont abouti à l'adoption récente, par l'ONU, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. L'utilisation pacifique de la technologie nucléaire est un engagement du plus haut niveau inscrit dans la Constitution du Brésil.

Dans le contexte du neuvième sommet des dirigeants du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (groupe BRICS), tenu à Xiamen (Chine) le 4 septembre, le Brésil a souscrit à la déclaration finale par laquelle nous avons vivement déploré les essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée. Nous y avons exprimé notre profonde préoccupation face aux tensions continues et prolongées liées à la question nucléaire dans la péninsule coréenne, en soulignant que sa résolution ne pourra être obtenue que par des voies pacifiques et le dialogue entre toutes les parties intéressées.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation brésilienne de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Slovaquie.

M. Šefčík (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la Slovaquie s'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. La Slovaquie condamne fermement le sixième essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 3 septembre 2017.

La poursuite des essais de missiles et des essais nucléaires et le mépris absolu des engagements internationaux pris par la République populaire démocratique de Corée ont fortement miné les efforts déployés pour apaiser les tensions dans la péninsule coréenne. La République slovaque condamne les activités irresponsables de la République populaire démocratique de Corée qui risquent de perturber la stabilité régionale et la paix internationale. Elle invite Pyongyang à mener des actions visant à instaurer la confiance et à favoriser un dialogue constructif avec la communauté internationale.

La République slovaque continuera d'exprimer activement son soutien aux initiatives axées sur la prévention des tensions, ainsi qu'à la promotion d'un dialogue qui

conduira à une dénucléarisation vérifiable et irréversible et à une solution pacifique à la situation tendue dans la péninsule coréenne.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation slovaque de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Lettonie.

M. Karklins (Lettonie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que la délégation lettone prend la parole sous votre présidence, je tiens à vous féliciter de votre accession à cette haute fonction et de la manière dont vous dirigez les travaux de la Conférence.

La délégation lettone s'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et, à titre national, elle souhaite partager une déclaration faite par le Ministère des affaires étrangères concernant l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 3 septembre :

Le Ministère des affaires étrangères de la Lettonie se déclare profondément préoccupé par l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 3 septembre, lequel est déjà le sixième essai nucléaire, ainsi que le plus important, effectué par la République populaire démocratique de Corée à ce jour.

La Lettonie condamne avec la plus grande fermeté les actes irresponsables, agressifs et provocateurs auxquels s'adonne la République populaire démocratique de Corée en effectuant des tirs de missiles balistiques et des essais nucléaires, lesquels augmentent l'instabilité et constituent une menace contre la paix et la sécurité, non seulement dans la péninsule coréenne mais aussi à l'échelle mondiale. Ces exercices ne tiennent aucunement compte des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui imposent à la République populaire démocratique de Corée d'abandonner ses programmes balistiques et nucléaires actuels.

L'action agressive entreprise par la République populaire démocratique de Corée le 3 septembre rappelle que la communauté internationale doit être forte et unie pour parvenir à un règlement pacifique de la situation. La Lettonie appuie et salue les efforts déployés à ce jour par la communauté internationale et invite les pays de la région, en particulier la Chine, à continuer d'exercer des pressions qui inciteraient la République populaire démocratique de Corée à reprendre le dialogue avec la communauté internationale.

La Lettonie appuie également les efforts du Conseil de sécurité de l'ONU et appelle tous les pays à appliquer strictement et sans exception les sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée par le Conseil de sécurité.

La République populaire démocratique de Corée doit, sans plus tarder et sans condition, reprendre l'exécution de ses obligations internationales, se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité, reprendre sa participation au Traité sur la non-prolifération et respecter à nouveau ses obligations au titre du programme de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'adhérer au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation lettone de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadrice d'Inde.

M^{me} Bhandari (Inde) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, j'ai demandé à prendre la parole pour donner lecture de la déclaration à la presse faite le 3 septembre par le Ministère indien des affaires étrangères concernant l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée :

L'Inde déplore l'essai nucléaire effectué ce matin par la République populaire démocratique de Corée. Il est profondément préoccupant de constater que la République populaire démocratique de Corée a une fois de plus agi en violation de ses engagements internationaux, ce qui va à l'encontre de l'objectif de dénucléarisation de la péninsule coréenne qui a été approuvé par la République populaire démocratique de Corée elle-même. Nous demandons à la République

populaire démocratique de Corée de s'abstenir de telles activités, qui nuisent à la paix et à la stabilité de la région et au-delà. L'Inde reste également préoccupée au sujet de la prolifération des technologies nucléaires et balistiques et de ses effets négatifs sur sa sécurité nationale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation indienne de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur d'Afrique du Sud.

M. Mahomed (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, le Gouvernement sud-africain condamne sans équivoque le sixième essai d'armes nucléaires effectué par la République populaire démocratique de Corée le 3 septembre 2017. Les dirigeants du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (groupe BRICS) ont également déploré vivement cet essai le 4 septembre 2017 dans la Déclaration de Xiamen.

L'Afrique du Sud estime que cet essai constitue une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité qui imposent à la République populaire démocratique de Corée de cesser de procéder à de nouveaux essais. Les essais d'armes nucléaires constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et c'est pourquoi le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit entrer en vigueur sans délai. L'évolution récente de la situation en Asie du Nord-Est montre une fois de plus que les armes nucléaires et la poursuite de ces capacités ne renforcent pas la sécurité mais constituent plutôt une source d'insécurité internationale et régionale.

L'Afrique du Sud demande une fois encore à la République populaire démocratique de Corée de démanteler ses armes nucléaires de manière vérifiable, d'adhérer à nouveau et sans délai au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de soumettre toutes ses installations à une vérification complète par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous restons convaincus que, tant que certains États, quelles que soient leur justification ou leurs raisons historiques, continueront de posséder ces armes de destruction massive, d'autres États pourront toujours aspirer à acquérir des capacités similaires. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, récemment adopté, fournit un cadre juridique important pour l'élimination totale de ces armes.

Nous exhortons la République populaire démocratique de Corée et toutes les parties concernées à s'abstenir de toute action qui aggraverait les tensions et la situation incertaine dans la région. Il n'y a pas de solution militaire au conflit : ce n'est que par la diplomatie et la négociation qu'il sera possible de trouver des solutions durables aux défis qui touchent la péninsule coréenne. L'Afrique du Sud estime que le fait que certains États dotés d'armes nucléaires continuent de mettre l'accent sur les prétendus avantages des armes nucléaires pour la sécurité et de moderniser leurs arsenaux nucléaires affaiblit les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires relatives au désarmement nucléaire et à la non-prolifération. Nous appelons tous les États dotés d'armes nucléaires à s'acquitter de leurs obligations et engagements en vue de parvenir à un monde exempt de la menace existentielle que représentent les armes nucléaires.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation sud-africaine de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au Représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. Han Tae-song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de revenir sur la position de mon pays concernant la dissuasion nucléaire et les missiles balistiques intercontinentaux, puisque celle-ci a déjà été exprimée à plusieurs reprises. Cependant, je voudrais vous rappeler les faits suivants.

Les États-Unis d'Amérique sont le principal contrevenant qui constitue une menace nucléaire pour la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis d'Amérique ont été le premier pays à mettre au point des armes nucléaires et c'est le seul pays à avoir infligé une catastrophe nucléaire à l'humanité en utilisant la bombe atomique. Les États-Unis d'Amérique sont le seul criminel nucléaire odieux qui possède un vaste arsenal nucléaire et menace ouvertement de mener une attaque nucléaire préventive contre les pays qui s'opposent à lui en déployant des armes nucléaires dans plusieurs régions du monde. Si

les États-Unis d'Amérique n'avaient pas mis au point des armes nucléaires et s'ils n'avaient pas eu recours à la menace nucléaire, d'autres pays ne déploieraient pas d'inlassables efforts pour posséder des armes nucléaires. De même, la terminologie de dénucléarisation ou d'interdiction des armes nucléaires n'aurait jamais été employée.

La République populaire démocratique de Corée vit sous la menace nucléaire constante des États-Unis d'Amérique depuis le tout début de la naissance des armes nucléaires. Pendant plus d'un demi-siècle, les États-Unis d'Amérique ont proféré des menaces nucléaires et fait du chantage à la République populaire démocratique de Corée par l'intermédiaire de pressions politiques et militaires et de sanctions économiques incessantes. Si les États-Unis d'Amérique n'avaient pas mené une politique hostile et proféré des menaces nucléaires contre mon pays, ils n'auraient aucune raison de craindre les mesures de légitime défense de la République populaire démocratique de Corée. Je voudrais donc vous conseiller d'essayer de bien comprendre la cause profonde de la question nucléaire dans la péninsule coréenne avant d'exprimer des préoccupations ou des critiques concernant les mesures de légitime défense prises par mon pays.

L'histoire prouve, et tout le monde le sait, que personne ne défendra un pays s'il est attaqué ; seul le peuple de ce pays défendra son pays. Je voudrais vous demander – à tous les Représentants qui ont pris la parole dans cette salle – ce que ferait votre pays s'il se trouvait dans la même situation que le mien ? Je pense que la réponse est très claire. Je pense que certains pays feraient au moins la même chose que nous, voire plus.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant de la République populaire démocratique de Corée de sa déclaration et donne maintenant la parole à la délégation autrichienne.

M^{me} Hammer (Autriche) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, l'Autriche s'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. À titre national, nous aimerions ajouter les observations suivantes.

L'Autriche condamne avec la plus grande fermeté le dernier essai nucléaire auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée. Permettez-moi de citer le Ministre autrichien des affaires étrangères, Sebastian Kurz, qui a qualifié cet essai nucléaire d'acte imprudent en ces temps de tensions accrues dans la région. Le mépris systématique du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité est inacceptable pour la communauté internationale. En tant que Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, nous soulignons que nous sommes disposés à appuyer toute action approuvée par les Nations Unies.

La paix et la sécurité internationales sont au cœur de nos efforts multilatéraux. La paix et la sécurité internationales reposent sur le respect : le respect du droit international, le respect de la communauté internationale et le respect des systèmes et mécanismes que nous avons tous mis en place et façonnés ensemble. Dans ce contexte, il importe de souligner que l'appel lancé par la communauté internationale à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle respecte toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et mette fin à l'ensemble des programmes balistiques et nucléaires est sans équivoque.

La communauté internationale est appelée à trouver une réponse résolue, unie et sans équivoque à cette série persistante et irresponsable de graves provocations. À cet égard, nous nous félicitons de la réaction rapide du Conseil de sécurité. La provocation et la poursuite des programmes de missiles nucléaires et balistiques par la République populaire démocratique de Corée compromettent gravement le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Nous sommes profondément préoccupés par tous les efforts qui portent atteinte à son intégrité. Gardant à l'esprit l'objectif ferme de créer une planète plus sûre pour tous, nous nous sommes engagés à poursuivre le développement et le renforcement du régime et à l'adapter au monde actuel.

Les agissements de la République populaire démocratique de Corée rendent d'autant plus urgente la nécessité de renforcer le régime actuel et de le rendre plus efficace. Le régime se compose d'éléments qui se renforcent mutuellement. Si le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'est pas encore entré en vigueur, son système international de surveillance a une fois de plus démontré son état de préparation opérationnelle et l'utilité

de sa collecte de données exhaustive. Nous appelons donc tous les États à ratifier le Traité afin qu'il puisse entrer en vigueur. Le dernier essai effectué par la République populaire démocratique de Corée nous rappelle de façon inquiétante les limites du régime de non-prolifération. Il semble pour le moins anachronique de s'appuyer sur des armes de destruction massive susceptibles d'éradiquer un pays ou une région et de déclencher, si la logique de la dissuasion est appliquée, une réaction de destruction massive sur son propre territoire.

Plus les prétendus avantages de la dissuasion nucléaire pour la sécurité sont proclamés, plus nous courons le risque que d'autres pays remettent leur décision en question. Il incombe à la communauté internationale d'accepter tous les efforts et de prévenir de nouvelles crises de prolifération et, ce faisant, un risque accru d'explosion d'armes nucléaires. Notre objectif commun devrait être un monde plus sûr pour tous et non un risque accru pour tous.

Compte tenu des conséquences humanitaires insupportables et inacceptables, la seule réponse logique est l'interdiction des armes nucléaires. Nous encourageons tous les États – qu'ils possèdent ou non des armes nucléaires – à signer et à ratifier le nouveau Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation autrichienne de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser de demander à nouveau la parole. Permettez-moi simplement de dire qu'il est très encourageant d'entendre certains des partisans de l'interdiction se prononcer sur cette question en ce qui concerne la Corée du Nord. Bien sûr, le traité d'interdiction ne fera absolument rien pour régler cette question. Il ne traite pas de questions concrètes en matière de désarmement nucléaire, mais ainsi soit-il.

Je souhaiterais simplement répondre aux remarques du Représentant du régime de Pyongyang. C'est la Corée du Nord qui, au contraire, est le criminel nucléaire qui, par essence, poursuit un programme d'armement nucléaire en violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, qui – je le rappelle à la délégation nord-coréenne – font partie du droit international. Mon dernier point portera sur les dénommés « paquets-cadeaux » qu'envoie le Nord. Ma recommandation au Nord serait qu'au lieu de dépenser des sommes démesurées pour le développement d'armes nucléaires et de missiles balistiques, il offre à sa population un paquet-cadeau rempli de paix avec ses voisins, de développement économique et la possibilité de rejoindre la famille des nations.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation américaine de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à la délégation polonaise.

M. Broilo (Pologne) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la Pologne s'associe pleinement à la déclaration faite par l'Union européenne au début de la séance. Je souhaite à présent ajouter quelques brèves observations à titre national.

La Pologne condamne la poursuite, par la République populaire démocratique de Corée, de programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques et ses discours incendiaires et menaçants. Nous sommes profondément préoccupés par le comportement provocateur et déstabilisateur persistant de la République populaire démocratique de Corée et condamnons fermement le sixième essai nucléaire, ainsi que ses nombreux essais de missiles balistiques et de technologie balistique.

Les agissements de la Corée du Nord constituent un manquement direct à ses obligations juridiques internationales, y compris aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et sont contraires à ses propres engagements. Ils compromettent gravement la stabilité régionale, défient le régime de non-prolifération ancré dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, compromettent les perspectives d'une paix durable dans la péninsule coréenne et constituent une menace croissante pour la paix et la sécurité internationales.

Nous exhortons la République populaire démocratique de Corée à s'abstenir de nouveaux actes de provocation et à abandonner toutes les armes nucléaires et tous les

programmes nucléaires et programmes de missiles balistiques existants de façon complète, vérifiable et irréversible, ainsi qu'à engager des pourparlers crédibles et authentiques sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie la délégation polonaise de sa déclaration et donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de la République de Corée.

M. Kim In-chul (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je m'excuse de prendre à nouveau la parole, mais les remarques de la République populaire démocratique de Corée méritent une réponse de ma part.

Quand tout le monde dit que le ciel est bleu et qu'une seule personne le nie, ce n'est pas du défi, ce n'est pas de l'arrogance, c'est de l'illusion. Et dans ce délire illusoire, la Corée du Nord a osé donner l'avis absurde qui est inadmissible à la Conférence du désarmement : celui qu'il est acceptable de poursuivre un programme nucléaire. C'est une remarque très sérieuse parce que cela pourrait même signifier qu'elle admet ouvertement qu'elle sera en mesure de poursuivre la prolifération. Tout le monde sait que la cause profonde du problème est le programme nucléaire nord-coréen lui-même. Il n'y a pas d'autre cause profonde. Je le répète encore une fois, la seule voie pour garantir la sécurité de la République populaire démocratique de Corée est là, et c'est à eux seuls de choisir cette voie. Il n'y a pas d'autre voie.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur de République de Corée de sa déclaration.

Une autre délégation souhaiterait-elle prendre la parole ?

Le Représentant de la République populaire démocratique de Corée demande la parole. Je vous en prie, vous avez la parole.

M. Han Tae-song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi de répondre rapidement aux remarques de l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique. Il a parlé de cadeaux de paix. S'ils veulent vraiment faire un cadeau de paix à la Corée du Nord, les États-Unis d'Amérique doivent d'abord mettre fin à leur comportement provocateur et à leur politique hostile envers la République populaire démocratique de Corée. Ils devraient immédiatement mettre fin à tous les exercices militaires conjoints à grande échelle qui ont lieu dans la péninsule coréenne. Voilà le cadeau de paix, s'ils envisagent d'offrir un tel cadeau.

Je ne souhaite pas répondre aux arguments ridicules, fatigants, ennuyeux et illogiques de la Corée du Sud.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant de la République populaire démocratique de Corée de sa déclaration.

Est-ce qu'une autre délégation souhaite prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Comme je l'ai indiqué précédemment, cette séance officielle sera suivie dans cette salle, après une courte pause, d'une séance plénière informelle pour poursuivre nos débats sur le projet de rapport de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale. Et demain, mercredi, à 15 heures, nous tiendrons une autre séance informelle dans cette salle dans le même but.

Nous en avons terminé pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le mardi 12 septembre 2017, à 10 heures.

La séance est levée à 15 h 55.